



CONJONCTURE DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION

ÎLE-DE-FRANCE



CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Bâtiment - Construction neuve

Île-de-France

France

Construction neuve

Bâtiment résidentiel

Construction

Logements mis en chantier

Situation à fin octobre 2020 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

-11,9% ▼

73 200 lgts

-5,2% ▼

386 300 lgts

Logements autorisés

Situation à fin octobre 2020 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

-28,3% ▼

59 400 lgts

-12,2% ▼

386 400 lgts

Commercialisation

Réservations de logements (indiv. + coll.)

Au 3^e trimestre 2020 (évol 1 an)

-27,6% ▼

6 068 lgts

-16,0% ▼

24 308 lgts

Encours de logements (indiv + coll.)

A la fin du 3^e trimestre 2020 (évol 1 an)

-25,1% ▼

20 702 lgts

-13,1% ▼

95 238 lgts

Prix des logements collectifs

Au 3^e trimestre 2020 (évol 1 an)

-0,2% =

4 995 €/m²

+0,6% =

4 283 €/m²

Bâtiment non résidentiel

Bâtiment non résidentiel - construction

Surface de locaux mis en chantier

Situation à fin octobre 2020 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

-17,2% ▼

2 910 mill. m²

-10,6% ▼

24 675 mill. m²

Surface de locaux autorisés

Situation à fin octobre 2020 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

-18,6% ▼

4 264 mill. m²

-15,5% ▼

35 102 mill. m²



Bâtiment - Entretien-rénovation

Île-de-France

France

Entretien-rénovation

Activité en entretien-rénovation

Evolution de l'activité d'entretien-rénovation, en volume

Au 4^e trimestre 2019 (évol 1 an)

+1,3% ▲

+1,7% ▲

Evolution de l'activité d'entretien-rénovation, en valeur

Au 4^e trimestre 2019 (évol 1 an)

+2,9% ▲

+3,3% ▲

Perspectives d'activité en entretien-rénovation

Carnets de commande entretien-rénovation

A la fin du 4^e trimestre 2019 (évol 1 an)

+2,7 mois ▲

12,5 mois

+1,2 mois ▲

13,6 mois

d'entretien-rénovation

Pour le 1^{er} trimestre 2020 (évol 1 trimestre)

▼

23%

▼

23%

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Travaux Publics

Île-de-France

France

Travaux Publics

Activité des entreprises TP

Activité récente

Au 3^e trimestre 2020 (évol 1 trimestre, solde d'opinion)

▲ 14 ▲ 5

Perspectives d'activité des entreprises TP

Prévisions d'activité

Pour le 4^e trimestre 2020

▼ -15 ▼ -33

Carnets de commandes

Au 3^e trimestre 2020 (évol 1 an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois

-2,4 mois ▼ 7,0 mois -0,3 mois ▼ 6,2 mois



Industrie des Matériaux

Île-de-France

France

Industrie de Matériaux

Production de Matériaux

Production BPE

Production de BPE entre janv. et sept. 2020 (évol 1 an), en m3

-19,6% ▼ 3 972 691 m3 -12,7% ▼ 26 624 065 m3

Production Granulats

Production de Granulats entre janv. et sept. 2020 (évol 1 an), en milliers de tonnes

-9,1% ▼ 7 359 kt -9,0% ▼ 223 001 kt

Consommation ciment

Consommation de ciment entre janv. et mai 2019

+23,5% ▲ 1 175 kt +8,8% ▲ 8 049 kt



Appareil de Production

Île-de-France

France

Appareil de production

Emploi

Emplois salariés dans la construction

A la fin du 1^{er} trimestre 2020 (évol 1 an)

+2,9% ▲ 326 280 sal. +1,4% ▲ 1 470 322 sal.

Intérimaires Construction

Moyenne 3 mois à fin Avril 2020 (évol 1 an)

-20,5% ▼ 22 146 ETP -18,0% ▼ 127 209 ETP

Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)

Au 2^e trimestre 2020 (évol 1 an)

+13,0% ▲ 46 576 DEFM +9,0% ▲ 287 756 DEFM

Santé des entreprises

Créations d'entreprises hors micro-entreprises

Au 2^e trimestre 2020 (évol 1 an)

+21,9% ▲ 4379 créations +13,4% ▲ 20728 créations

Défaillance d'entreprises

Au 1^{er} trimestre 2020 (évol 1 an)

-42,3% ▼ 269 défaillances -45,2% ▼ 1206 défaillances

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

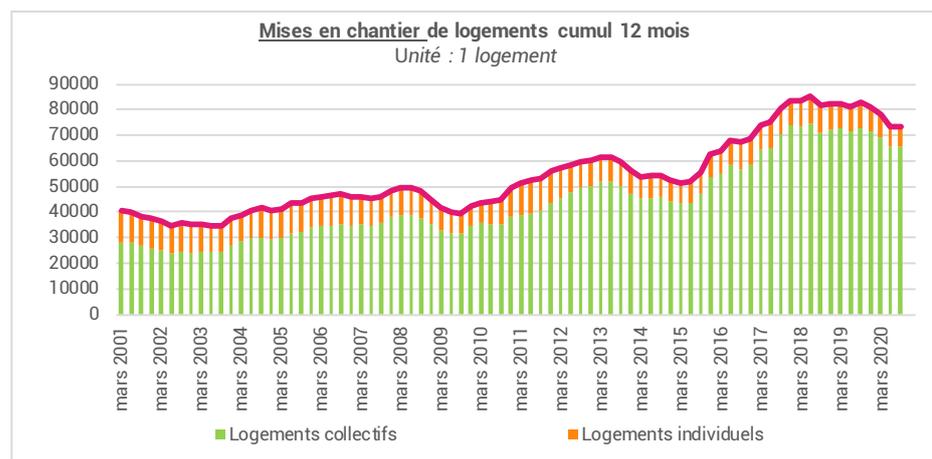
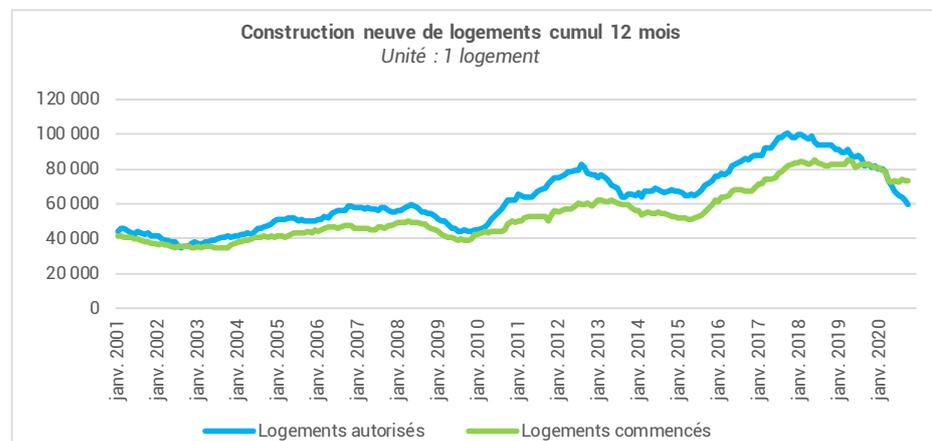
LA CONSTRUCTION EN DÉCLIN DANS LE BÂTIMENT RÉSIDENTIEL

À fin octobre 2019, la construction francilienne de logements est toujours particulièrement marquée par les conséquences de la crise sanitaire. Avec seulement 73 200 logements commencés sur les 12 derniers mois, les mises en chantier dans le Bâtiment résidentiel ont chuté de près de 12% entre fin septembre 2019 et fin octobre 2020, par rapport aux 12 mois précédents (fin septembre 2018-fin octobre 2019). Au niveau des autorisations, le constat est plus alarmant encore : seules 59 400 autorisations de construction de logements ont été délivrées entre fin septembre 2019 et fin octobre 2020, soit près de 30% de moins que l'année précédente sur la même période.

En proportion du nombre de logements, c'est le logement individuel groupé qui connaît la plus forte diminution des mises en chantier et des autorisations de construction, avec plus de 30% de baisse par rapport à la même période l'année précédente. La chute globale de la construction neuve de bâtiments résidentiels est toutefois portée par le logement collectif, compte tenu de son poids dans la construction francilienne de logements.

Au niveau national, à fin octobre 2020, la construction neuve de logements est particulièrement contrastée et varie fortement entre les régions. Les régions de l'est (Bretagne, Pays-de-la-Loire, Centre-Val-de-Loire et Nouvelle-Aquitaine) connaissent une hausse de leurs mises en chantier de logements cumulées sur les 12 derniers mois (par rapport aux 12 précédents) malgré le contexte économique particulièrement difficile de l'année 2020, et celles de l'ouest (Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Grand-Est) une baisse relativement modérée de leur nombre de logements commencés sur cette même période. Enfin, les régions du nord et du sud de la France enregistrent des baisses plus conséquentes de leurs mises en chantier de logements sur la période fin septembre 2019 – fin octobre 2020, de l'ordre de 10%.

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin octobre 2020 Evol 1 an		
Total logements commencés	73 200 lgts	-11,9%	▼
Dont individuels purs	5 400 lgts	-14,9%	▼
Dont individuels groupés	2 400 lgts	-29,7%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	65 500 lgts	-10,8%	▼
Total logements autorisés	59 400 lgts	-28,3%	▼
Dont individuels purs	5 600 lgts	-19,2%	▼
Dont individuels groupés	2 400 lgts	-30,9%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	51 400 lgts	-29,1%	▼



MISES EN CHANTIER

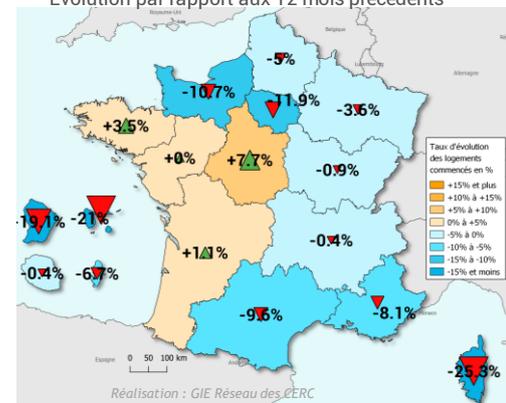
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN OCTOBRE 2020)

73 200 lgts

-11,9% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Logements commencés sur 12 mois à fin octobre 2020
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN OCTOBRE 2020)

59 400 lgts

-28,3% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

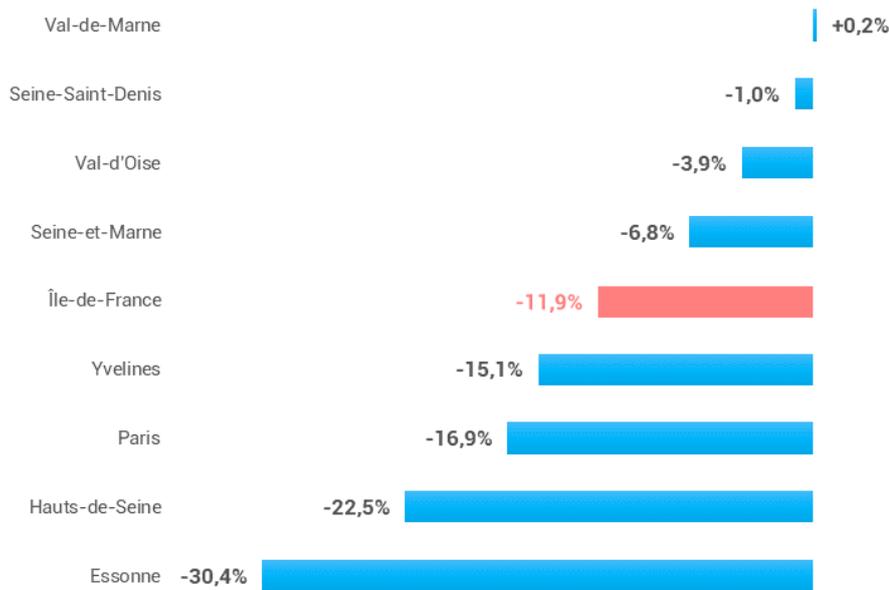
Sources :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin octobre 2020

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de logements dans les départements
Évolution du cumul 12 mois à fin octobre 2020

Unité : % d'évolution à 1 an



LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS : ENTRE TENDANCE GÉNÉRALE À LA BAISSÉ ET BOULEVERSEMENT DES DISPARITÉS TERRITORIALES

Le déclin de la construction neuve de bâtiments résidentiels constaté au niveau régional touche la grande majorité des départements franciliens. Exception faite du Val-de-Marne, tous les départements de la région Île-de-France connaissent des évolutions négatives de leur nombre de logements mis en chantier cumulés sur les 12 derniers mois à fin octobre 2020.

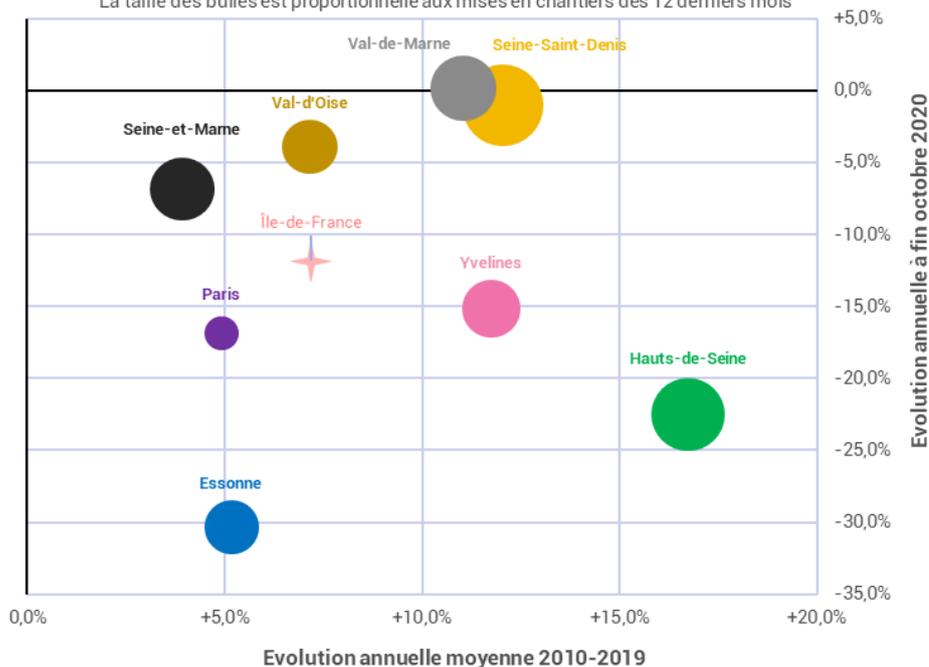
Toutefois, comme au trimestre précédent, cette tendance globale à la baisse n'empêche pas certains départements de s'en sortir mieux que d'autres. Ainsi, le Val-de-Marne est le seul département de la région à ne pas connaître de diminution, mais plutôt une stagnation, de son nombre de logements mis en chantier sur les 12 derniers mois. La Seine-Saint-Denis, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne enregistrent respectivement des baisses de -1,0%, -3,9%, et -6,8% de leur nombre de logements mis en chantiers sur les 12 derniers mois à fin octobre 2020, soit des évolutions de moins grandes ampleurs que la moyenne régionale (-11,9%). A contrario, les Yvelines (-15,1%), Paris (-16,9%), les Hauts-de-Seine (-22,5%) et l'Essonne (-30,4%) connaissent des diminutions de leur nombre de logements commencés sur la période considérée plus fortes que la moyenne francilienne.

Contrairement au trimestre précédent, le 3^{ème} trimestre 2020 est marqué par une remise en cause des disparités territoriales prévalant avant la crise. À titre d'exemple, tandis que le département des Hauts-de-Seine, qui était le département francilien connaissant la plus forte croissance en termes de mises en chantier de logements sur l'année 2019, est, à fin octobre 2020, l'un des départements où le nombre de logements commencés sur les 12 derniers mois est le plus faible. Inversement, les départements du Val-de-Marne, du Val-d'Oise et de la Seine-et-Marne, qui s'en sortent globalement mieux que les autres en termes de mises en chantier dans le Bâtiment résidentiel à fin octobre 2020, étaient, à fin décembre 2019, parmi les départements les moins dynamiques s'agissant de la Construction neuve de logements.

Ainsi, les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue période des mises en chantier de logements par département ne nous permettent plus de mettre en évidence le phénomène d'inertie des disparités territoriales que nous constatons avant la crise sanitaire. Les départements dont les mises en chantier sont les plus nombreuses et les moins en baisse sur les 12 derniers mois ne sont plus nécessairement ceux dont la dynamique de la construction neuve de logements est la plus porteuse en moyenne sur les dix dernières années (2010-2019), et réciproquement.

Sources :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin octobre 2020

Les mises en chantier de logements
Évolutions comparées courte période / longue période
Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2010-2019
La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS COLLECTIFS NEUFS EN FORTE BAISSÉ

Au 3^{ème} trimestre 2020 en Ile-de-France, la commercialisation de bâtiments résidentiels collectifs est au plus mal. Les mises en vente de logements collectifs connaissent une chute de -45,2% au 3^{ème} trimestre 2020 par rapport au 3^{ème} trimestre 2019, avec seulement 3667 logements mis en vente. Ce constat est d'autant plus alarmant que ces indicateurs étaient déjà en baisse au 3^{ème} trimestre 2019 (par rapport au 3^{ème} trimestre 2018), notamment en raison du contexte électoral prévalant à cette période (élections municipales). Cette chute des mises en vente, constatée sur plusieurs trimestres, pèse sur le stock disponible à la fin du 3^{ème} trimestre 2020. Ainsi, moins de 20 000 logements collectifs neufs sont disponibles à la vente en cette fin de 3^{ème} trimestre 2020, soit près d'un quart de moins qu'au 3^{ème} trimestre 2019.

A cette contraction de l'offre de logements collectifs, s'ajoute une contraction de la demande. En effet, avec moins de 5 800 logements réservés au 3^{ème} trimestre 2020 en Ile-de-France, les réservations de logements connaissent une diminution de près de 30% (-28,2%) par rapport au 3^{ème} trimestre 2019. Ces reculs simultanés de l'offre et de la demande semblent se compenser en termes d'effets sur les prix, ces derniers stagnant au 3^{ème} trimestre 2020, par rapport au 3^{ème} trimestre 2019.

Les chiffres sur la commercialisation de logements collectifs neufs au 3^{ème} trimestre concordent avec la tendance de long terme constatée sur 12 mois (fin septembre 2019 – fin octobre 2020) s'agissant des mises en vente et des réservations.

La commercialisation de logements neufs collectifs	3 ^{ème} trimestre 2020 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	3 667 lgts	-45,2%	▼
Réservations ⁽²⁾	5 794 lgts	-28,2%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	19 971 lgts	-24,8%	▼
Prix des logements collectifs	4 995 €/m ²	-0,2%	=
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	19 707 lgts	-37,3%	▼
Réservations	29 493 lgts	-24,1%	▼

RESERV. LOGEMENTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM AU 3^{ème} TRIM. 2020

29 493 lgts

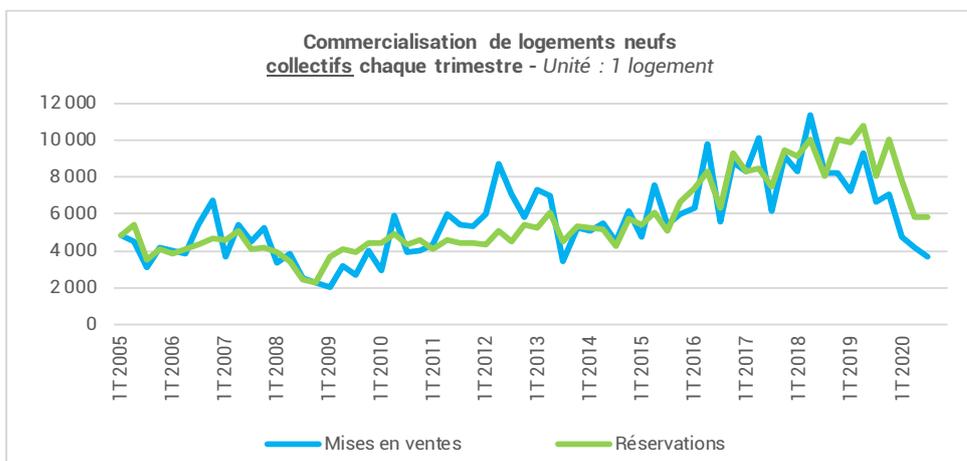
-24,1% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

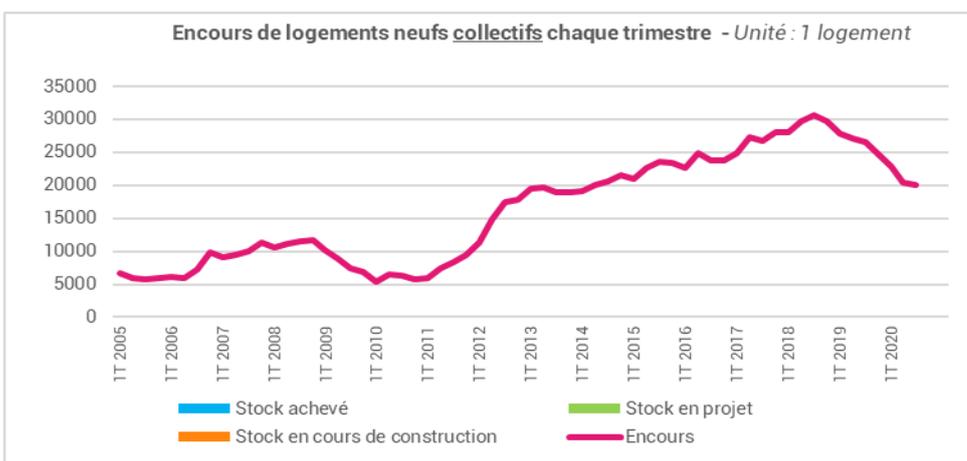
(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

La typologie de l'encours de logements neufs collectifs n'est pas disponible au 3^{ème} trimestre 2015



Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS INDIVIDUELS NEUFS EN NET REcul

En Ile-de-France, la commercialisation de logements individuels neufs connaît, au même titre que le logement collectif, une contraction très importante au 3^{ème} trimestre 2020. Ainsi, on comptabilise seulement 117 mises en vente de logements individuels au 3^{ème} trimestre 2020, soit -10,0% de moins qu'au 3^{ème} trimestre 2019. Ce chiffre s'inscrit dans la tendance continue à la baisse que connaissent les mises en ventes de logements individuels sur les 12 derniers mois : moins de 750 logements ont été mis en vente entre fin septembre 2019 et fin octobre 2020, soit près de 40% de moins que l'année précédente sur la même période (fin septembre 2019 - fin octobre 2020). Cette chute des mises en vente, constatée sur plusieurs trimestres, pèse sur le stock disponible à la fin du 3^{ème} trimestre 2020. Ainsi, moins de 20 000 logements collectifs neufs sont disponibles à la vente en cette fin de 3^{ème} trimestre 2020, soit près d'un quart de moins qu'au 3^{ème} trimestre 2019. La forte contraction du stock disponible fait pression sur les prix, qui augmente de +2,4% au 3^{ème} trimestre 2020. Toutefois, côté demande, les réservations de logements neufs individuels sont également en baisse : -12,5% réservations de logements au 3^{ème} trimestre 2020 par rapport au 3^{ème} trimestre 2019, avec seulement 274 logements réservés.

Les chiffres sur la commercialisation de logements individuels neufs au 3^{ème} trimestre coïncident avec la tendance de long terme constatée sur 12 mois s'agissant des mises en vente et des réservations. Ils sont toutefois de moins grande ampleur qu'en moyenne sur la période fin septembre 2019 – fin octobre 2020.

RESERV. LOGEMENTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM AU 3[°] TRIM. 2020

1 323 lgts

-28,1% ▼

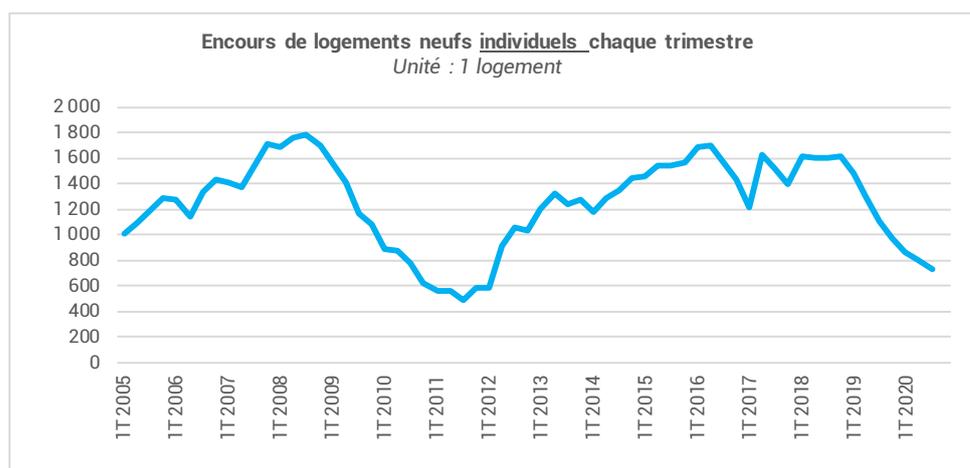
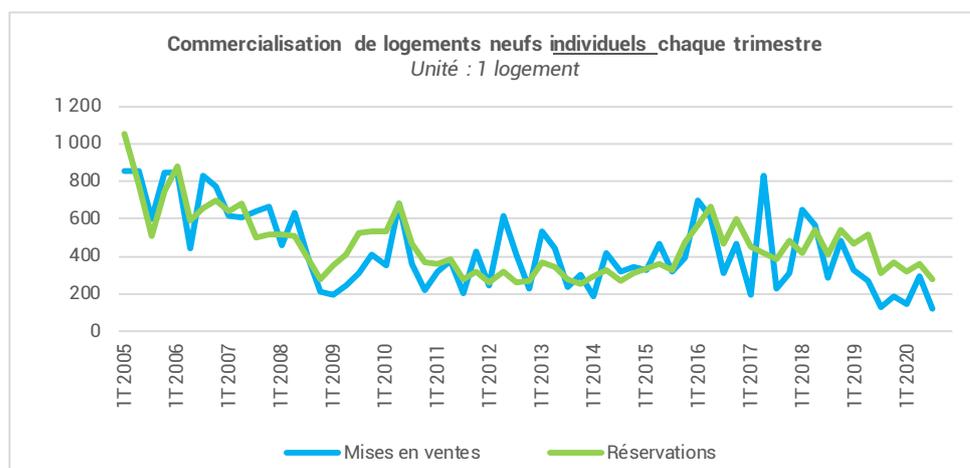
(EVOLUTION 1 AN)

La commercialisation de logements neufs individuels	3 [°] trimestre 2020 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	117 lgts	-10,0%	▼
Réservations ⁽²⁾	274 lgts	-12,5%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	731 lgts	-33,8%	▼
Prix des logements individuels	380 735 €/lot	+2,4%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	740 lgts	-38,7%	▼
Réservations	1 323 lgts	-28,1%	▼

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

CONTRACTION DE LA CONSTRUCTION DE LOCAUX NEUFS

À fin octobre 2020, la construction neuve de bâtiments non-résidentiels connaît un recul plus important encore que la construction neuve de logements. En Ile-de-France, les mises en chantier de bâtiments non-résidentiels cumulées sur les 12 derniers mois enregistrent une baisse de -17,2% : moins de 3 000 millions de m2 de locaux sont mis en chantier entre fin septembre 2019 et fin octobre 2020. Sur la même période, les autorisations connaissent un recul d'ampleur comparable à celui des mises en chantier. Avec un peu plus de 4 250 milliers de m2 de bâtiments non-résidentiels autorisés, les autorisations de locaux ont diminué de -18,6% sur les 12 derniers mois à fin octobre 2020. Ces chiffres sur les autorisations et les mises en chantier n'avaient pas été à un niveau aussi bas depuis respectivement 2016 et 2017.

La France métropolitaine est polarisée entre les régions qui connaissent de très fortes baisses de leurs mises en chantier de bâtiments non-résidentiels sur les 12 derniers mois à fin octobre 2020 et les régions qui enregistrent, malgré la crise sanitaire encore en cours, d'exceptionnelles hausses de leurs locaux commencés sur la même période. Ainsi, dans les régions du nord (Haut-de-France, Normandie) et du sud (Provence-Alpes-Côte-d'Azur), les taux de croissance des mises en chantier de locaux cumulées sur les 12 derniers mois sont positifs et supérieurs à 10%, tandis que dans les autres régions de France métropolitaine, ces chiffres sont très nettement négatifs. Exception faite de la région Bourgogne-Franche-Comté (-8,1%), ces dernières témoignent toutes de contractions de leurs surfaces de locaux mises en chantier inférieures à -15%. L'Ile-de-France, qui fait partie de cette seconde catégorie, n'est cependant pas parmi les régions de France les plus affectées par la chute de leur construction de bâtiments non-résidentiels (Grand-Est, Centre-Val-de-Loire, Bretagne, Corse).

À part dans les régions témoignant d'exceptionnelles hausses de leurs surfaces de locaux mises en chantier (Haut-de-France, Normandie, Provence-Alpes-Côte-D'azur), l'ensemble du territoire français est marqué par un recul plus important (en proportion) de sa construction de bâtiments non-résidentiels que de logements entre fin septembre 2019 et début octobre 2020. Ce phénomène peut s'expliquer par le développement du recours au télétravail, qui s'il se généralise de façon massive et pérenne, aura pour conséquence une moindre utilisation du parc de bureau et à terme, des conséquences sur la construction de bâtiments non-résidentiels.

MISES EN CHANTIER

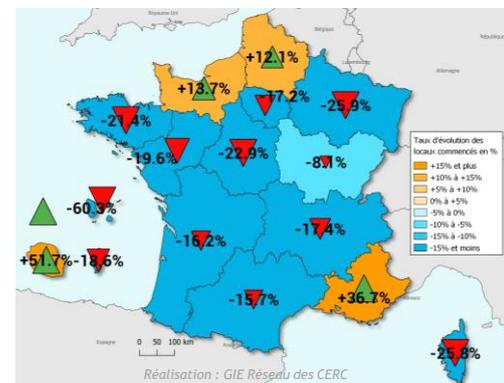
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN OCTOBRE 2020)

2 910 mill. m²

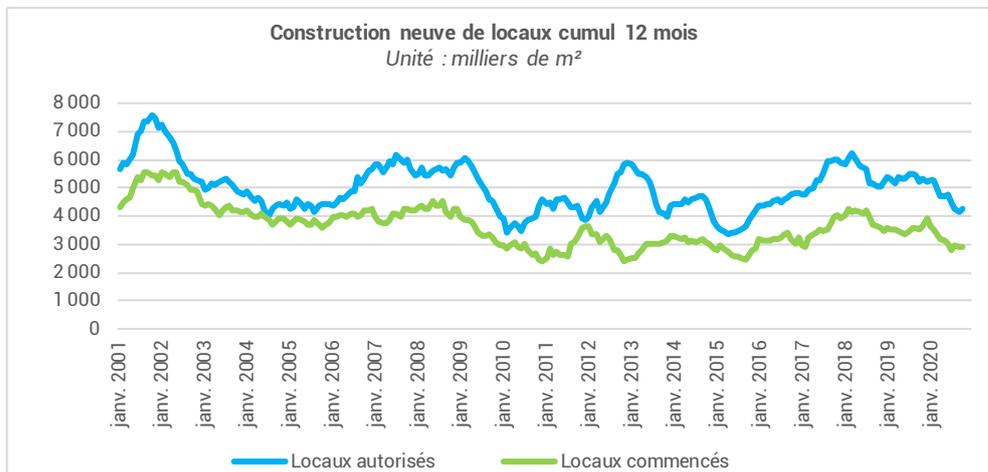
-17,2% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Locaux commencés sur 12 mois à fin octobre 2020
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin octobre 2020 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	2 910 mill. m ²	-17,2%	▼
Total locaux autorisés	4 264 mill. m ²	-18,6%	▼



AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN OCTOBRE 2020)

4 264 mill. m²

-18,6% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

LA CONSTRUCTION DE BÂTIMENTS NON-RÉSIDENTS NEUFS EN FORTE BAISSÉ SUR LA QUASI-TOTALITÉ DES SECTEURS

En Ile-de-France, la tendance à la baisse de la construction de locaux neufs constatée sur les 12 derniers mois en octobre 2020 (-17,2% de surfaces mises en chantier / -18,6% de surfaces autorisées) touche l'ensemble des sous secteurs, mais de façon plus ou moins importante en fonction du sous secteur considéré.

En proportion, le recul de la construction neuve de locaux est particulièrement important dans le secteur public. Ce dernier connaît des chutes de ses mises en chantier et de ses autorisations sur la période fin septembre 2019 – fin octobre 2020 de respectivement -46,3% et -23,6%, contre seulement -4,6% et -18,6% dans le secteur privé non agricole. La construction de bâtiments agricoles témoigne quant à elle d'une évolution particulière puisqu'elle enregistre simultanément une forte hausse de ses surfaces autorisées et une importante baisse de ses surfaces mises en chantier, sur la même période. En revanche, compte tenu du poids du secteur privé non agricole dans la construction de bâtiments non-résidentiels, les évolutions de ce dernier sont celles qui pèsent le plus sur les variations des mises en chantier et les autorisations de locaux au niveau global.

MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN OCTOBRE 2020)

2 910 mill. m²

-17,2% ▼

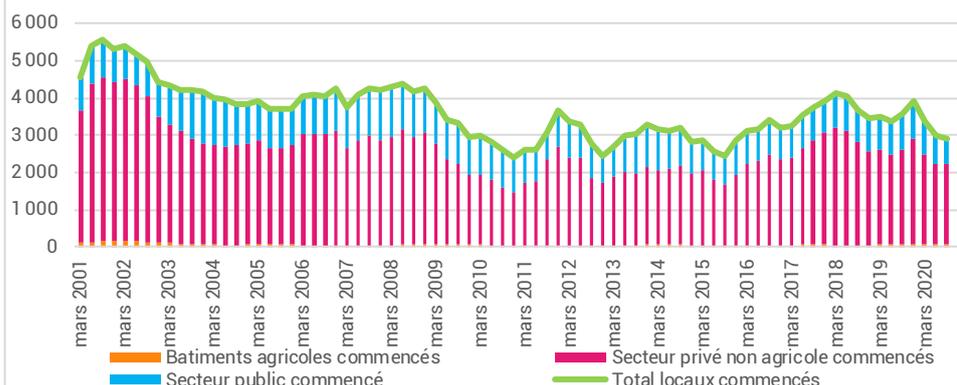
(ÉVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin octobre 2020 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	2 910 mill. m²	-17,2%	▼
Bâtiments agricoles	66 mill. m²	-7,6%	▼
Secteur privé non agricole	2 277 mill. m²	-4,6%	▼
Dont locaux industriels	201 mill. m ²	-16,3%	▼
Dont commerces	304 mill. m ²	-9,3%	▼
Dont bureaux	861 mill. m ²	-10,6%	▼
Dont entrepôts	625 mill. m ²	-3,1%	▼
Dont autres locaux	285 mill. m ²	+40,6%	▲
Secteur public	567 mill. m²	-46,3%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin octobre 2020 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	4 264 mill. m²	-18,6%	▼
Bâtiments agricoles	211 mill. m²	+8,4%	▲
Secteur privé non agricole	3 153 mill. m²	-18,5%	▼
Dont locaux industriels	293 mill. m ²	-30,1%	▼
Dont commerces	419 mill. m ²	-30,2%	▼
Dont bureaux	1 224 mill. m ²	-18,7%	▼
Dont entrepôts	745 mill. m ²	-10,3%	▼
Dont autres locaux	472 mill. m ²	-7,9%	▼
Secteur public	900 mill. m²	-23,6%	▼

Mises en chantier de locaux cumul 12 mois
Unité : milliers de m²



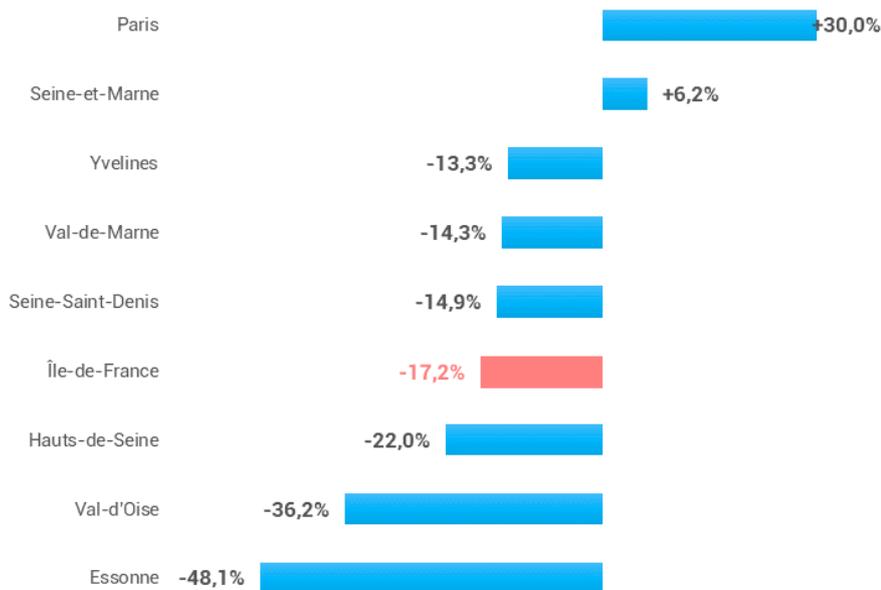
Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de locaux dans les départements
Évolution du cumul 12 mois à fin octobre 2020

Unité : % d'évolution à 1 an



LA CONSTRUCTION DE LOCAUX SOUMISE A DE FORTES DISPARITES TERRITORIALES

En octobre 2020, les mises en chantier de bâtiments non-résidentiels cumulées sur les 12 derniers mois (fin septembre 2019 – fin octobre 2020) varient fortement selon le département considéré.

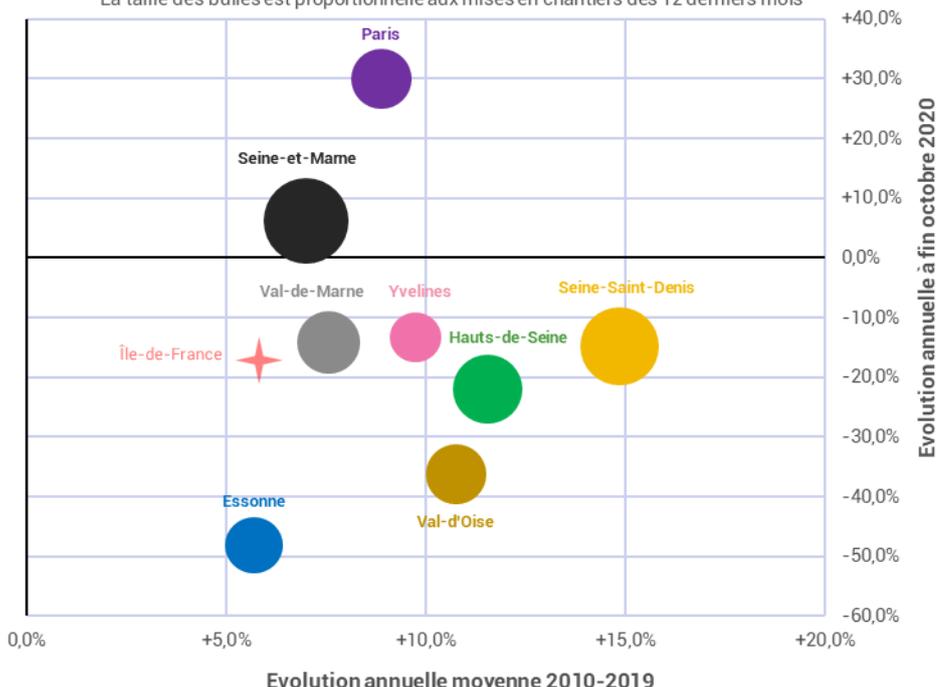
En effet, tandis que certains départements, comme Paris (-30,0%) ou la Seine-et-Marne (+6,2%) connaissent de très fortes hausses de leurs mises en chantier de logements sur cette période (par rapport à la même période l'année précédente), d'autres, comme l'Essonne (-48,1%) et le Val-d'Oise (-36,2%) connaissent des chutes particulièrement importantes de leurs surfaces de locaux commencées. Seules les régions des Yvelines (-13,3%), du Val-de-Marne (-14,3%), de la Seine-Saint-Denis (-14,9%) et des Hauts-de-Seine (-22,0%) enregistrent des évolutions de leurs mises en chantier de locaux tournant autour de la moyenne nationale (-17,2%).

De la même manière qu'au trimestre précédent, le 3^{ème} trimestre 2020 est marqué par un bouleversement des disparités territoriales en vigueur avant la crise. À titre d'exemple, Paris, qui enregistrait une forte baisse de ses mises en chantier de bâtiments non-résidentiels sur l'année 2019 (-27,4%) connaît à fin octobre une hausse importante (+30,0%) de ce même indicateur, cumulé sur les 12 derniers mois. A contrario, le Val-d'Oise, qui témoignait d'importantes variations positives de ces mises en chantier de logements sur l'année 2019 fait, en octobre 2020, montre d'une très forte diminution de ses surfaces de bâtiments non-résidentiels commencées cumulées sur les 12 derniers mois.

Toutefois, les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue période des mises en chantier de logements par département ne nous permettent pas de mettre en évidence ni un phénomène d'inertie des disparités territoriales, ni un le phénomène opposé.

Les mises en chantier de locaux
Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2010-2019
La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Bâtiment - Entretien-rénovation

Activité constatée

CONTRACTION DE L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RENOVATION EN VOLUME ET EN VALEUR

Au 3ème trimestre 2020, l'activité d'entretien-rénovation connaît une diminution de -6,0% en volume et de -5,3% en valeur, par rapport au même trimestre l'année précédente (3ème trimestre 2019). Comme attendu, ces indicateurs sont moins en baisse qu'au 2ème trimestre 2020 et témoignent d'une reprise par rapport au trimestre précédent. Pour rappel, l'activité d'entretien-rénovation connaissait une chute de près de 20% en volume et en valeur au 2ème trimestre 2020 (par rapport au 2ème trimestre 2019).

En revanche, la diminution de l'activité d'entretien-rénovation est nettement plus importante en Ile-de-France, qu'en moyenne en France métropolitaine. Ainsi, en moyenne au niveau national, l'activité d'entretien-rénovation connaît une baisse de -2,6% en volume (soit 3,4 points de moins qu'en Ile-de-France) et de -1,8% en valeur (soit 3,5 points de moins qu'en région francilienne). Par ailleurs, l'Ile-de-France est la région de France qui enregistre la plus forte baisse de son activité d'entretien-rénovation en volume au 3ème trimestre 2020. Une nouvelle fois, ce sont les régions de l'est (Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté, et Auvergne-Rhône-Alpes) et de l'ouest (Bretagne et Pays de la Loire) qui connaissent les évolutions les moins défavorables de leur activité d'entretien-rénovation au 3ème trimestre 2020 (par rapport au 3ème trimestre 2019).

Evolution en volume de l'activité d'entretien-rénovation	3° trimestre 2020 - Evol 1 an	
De logements		
Ile-de-France	-3,7%	▼
France	-0,4%	=
De bâtiments non-résidentiels		
Ile-de-France	-9,6%	▼
France	-7,7%	▼

L'ACTIVITÉ DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN MOINDRE RECUL QUE L'ENSEMBLE DE L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RENOVATION

Au 3ème trimestre 2020, l'activité de rénovation énergétique a diminué de -2,8% en volume et de -2,1% en valeur, par rapport au 3ème trimestre 2019. Il est à noter que l'activité de rénovation énergétique connaît une chute moins importante que l'activité d'entretien-rénovation dans son ensemble.

A l'image de l'entretien-rénovation, la rénovation énergétique connaît une dynamique plus positive dans les régions de l'ouest et de l'est de la France que dans les régions du nord et du sud, où l'évolution de l'activité de rénovation énergétique (en volume) est en moyenne négative au 3ème trimestre 2020. Au niveau national, l'activité de rénovation énergétique a légèrement diminué en volume (-0,6%) et a stagné en valeur (+0,1%).

EVOLUTION DE L'ACTIVITE D'ENTRETIEN-RENOVATION EN VOLUME AU 3° TRIMESTRE 2020

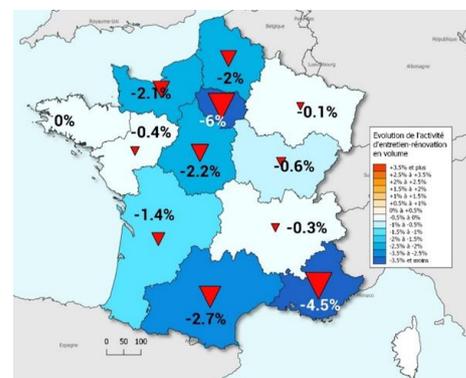
-6,0% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

EVOLUTION DE L'ACTIVITE D'ENTRETIEN-RENOVATION EN VALEUR AU 3° TRIMESTRE 2020

-5,3% ▼

(EVOLUTION 1 AN)



EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN VOLUME AU 3° TRIMESTRE 2020

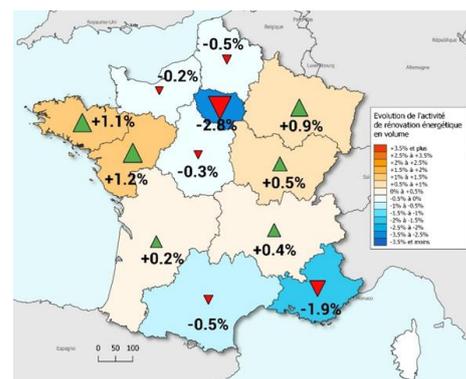
-2,8% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN VALEUR AU 3° TRIMESTRE 2020

-2,1% ▼

(EVOLUTION 1 AN)



Bâtiment - Entretien-rénovation

Perspectives d'activité

CARNETS DE COMMANDES

LE NIVEAU DES CARNETS DE COMMANDES EN BAISSÉ EN ENTRETIEN-RÉNOVATION

Les perspectives d'activité en entretien-rénovation des entreprises franciliennes du Bâtiment sont relativement inquiétantes à fin du 3ème trimestre 2020. Les carnets de commandes des entreprises leur garantissent seulement 9 semaines de travail, soit 1,8 semaine de moins qu'à la même période l'année précédente (fin du 3ème trimestre 2019). Par ailleurs, le niveau des carnets de commandes des entreprises en entretien-rénovation est également plus faible au trimestre précédent, où il se montait à 10,2 semaines. Bien qu'il ne fasse aucun doute que le 3ème trimestre 2020 soit marqué par la reprise de l'activité en entretien-rénovation, ce fléchissement de la commande, pourrait avoir des conséquences plus durables sur la dynamique de cette activité.

Le niveau des carnets de commandes en région francilienne (9 semaines) est inférieur à la moyenne nationale (12,1 semaines) et l'Ile-de-France est une nouvelle fois la région de France métropolitaine où les carnets de commandes sont les moins fournis (en nombre de semaines de travail garanties). Toutefois, la région francilienne n'est pas la seule région de France à connaître une baisse de son niveau de carnet de commandes.

OPINIONS DES ENTREPRISES

LES PROFESSIONNELS PESSIMISTES QUANT A L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION AU 4^e TRIMESTRE 2020

Conformément aux tendances constatées sur les carnets de commandes, les anticipations des professionnels sont particulièrement pessimistes pour le 4ème trimestre 2020. Ainsi, seuls 16% des professionnels du Bâtiment prévoient une hausse de leur montant de facturation en entretien-rénovation au 4ème trimestre 2020, soit 20 points de moins qu'au trimestre précédent (estimations au 2ème trimestre 2020 pour le 3ème trimestre 2020). Un peu moins de la moitié des entreprises (45%) estiment que ces montants vont rester stables, et près de quatre professionnels sur 10 prévoient que ces derniers vont baisser. Le solde d'opinion des entreprises franciliennes concernant leur montant de facturation en entretien rénovation est de -23 points et n'a jamais été aussi bas*.

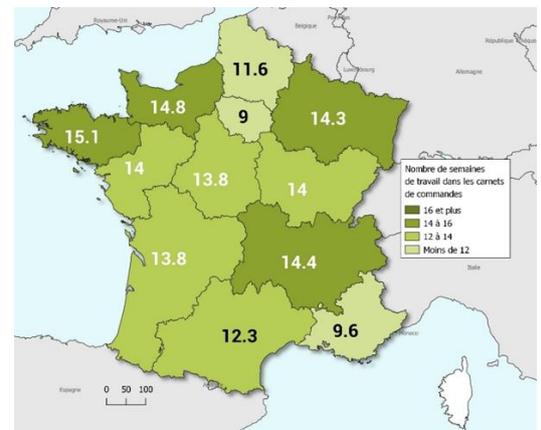
Au niveau national, la part des professionnels ayant des anticipations positives pour le 4ème trimestre 2020 est également particulièrement faible (21%) et en baisse par rapport au trimestre précédent.

Ces résultats sont toutefois à interpréter à l'aune des anticipations particulièrement positives des chefs d'entreprises au trimestre précédent, pour le trimestre suivant (3ème trimestre 2020).

SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION EN ENTRETIEN-RÉNOVATION

A LA FIN DU 3^e TRIMESTRE 2020

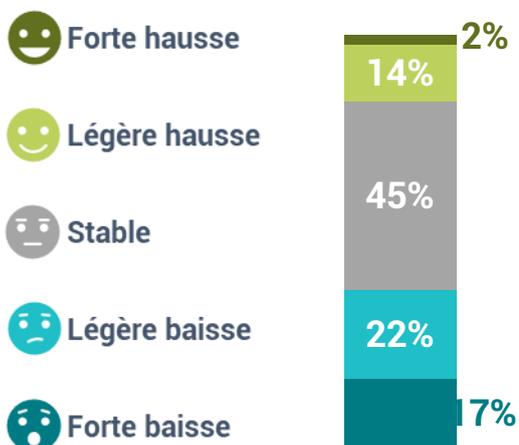
9,0 ▼
(EVOLUTION 1 AN)



PART DES PROFESSIONNELS QUI PRÉVOIENT UNE LÉGÈRE OU FORTE HAUSSE DE LEUR MONTANT DE FACTURATION D'ENTRETIEN-RÉNOVATION POUR LE 4^e TRIM. 2020

POUR LE 4^e TRIM. 2020

16% ▼
(EVOLUTION 1 TRIM.)



Solde d'opinion* des entreprises sur l'évolution de leur montant de facturation pour le 4^e trimestre 2020...



* Solde d'opinion : % d'entreprises prévoyant une légère ou forte hausse - % d'entreprises prévoyant une légère ou forte baisse de leur montant de facturation d'entretien-rénovation

Source : Réseau des CERC - Unité : % d'entreprises relevant du champ d'observation décrit dans la Méthodologie

Bâtiment - Entretien-rénovation

Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

UN RECOURS A L'ECO-PTZ EN DEMI TEINTE SUR LE 1^e SEMESTRE 2020

Entre janvier et juin 2020, le recours à l'ECO-PTZ connaît des évolutions nuancées en Ile-de-France. En effet, tandis que le nombre d'ECO-PTZ accordés augmente de +12,6% au 1^{er} semestre 2020 (par rapport au 1^{er} semestre 2019), les volumes de travaux réalisés via ce dispositif diminuent simultanément de -8,2% sur la même période. In fine, près de 800 prêts ECO-PTZ ont été obtenus entre janvier et juin 2020, pour un volume de travaux réalisés de presque 13 millions d'euros.

Aussi, il faut en conclure que malgré le nouveau souffle que connaît le dispositif ECO-PTZ depuis 2016, l'extension du dispositif en nombre de prêts accordés s'accompagne d'un recul dans les volumes de travaux que le dispositif permet de financer.

VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS

ECO-PTZ

DE JANVIER À FIN DU 2^e TRIM. 2020

12,94 M€

-8,2% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

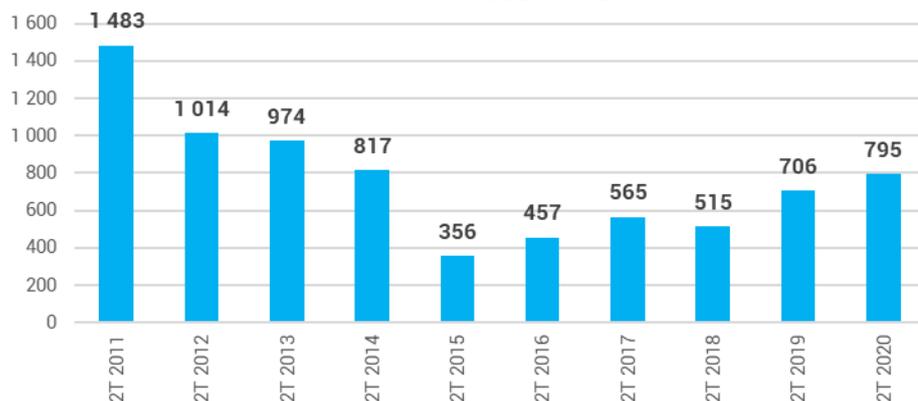
Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 2 ^e trimestre 2020		
	Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	12,94 M€	-8,2%	▼
Nombre d'ÉCO-PTZ	795 ÉCO-PTZ	+12,6%	▲

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Distribution d'ÉCO-PTZ cumulée à la fin du trimestre depuis le début de l'année
Unité : nombre d'ÉCO-PTZ



LE RECOURS AU PTZ+ EN DÉCLIN DANS L'ANCIEN ET DANS LE NEUF

Contrairement à l'ECO-PTZ, le dispositif PTZ+ connaît un recul important de son recours, en nombre de prêts délivrés, au 2^{ème} trimestre 2020 (par rapport au 2^{ème} trimestre 2019). Aussi, avec seulement 2 576 prêts délivrés sur cette période (dont 2495 dans le neuf et 81 dans l'ancien), le recours à ce dispositif enregistre des diminutions de près de 40% dans le neuf et de plus de 20% dans l'ancien.

PRETS A 0% PTZ+

DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

EN 1 AN AU 2^e TRIMESTRE 2020

2 495 prêts

-38,6% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Prêts à 0% PTZ+	2 ^e trimestre 2020 - Evol 1 an		
	Dans le neuf		
Nombre de prêts délivrés	2 495	-38,6%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	81	-22,9%	▼

Le PTZ+ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf. Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

2 Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

REPRISE DE L'ACTIVITÉ DANS LES TRAVAUX PUBLICS FRANCILIENS AU 3^{ème} TRIMESTRE 2020

Au 3^{ème} trimestre 2020, l'activité des entreprises franciliennes de Travaux Publics est en hausse, d'après l'opinion générale des chefs d'entreprises du secteur. En effet, le solde d'opinion des entreprises de Travaux Publics est positif (14), ce qui implique qu'il y a davantage de chefs d'entreprises qui estiment que leur activité a augmenté au 3^{ème} trimestre 2020 que de dirigeants qui considèrent que cette dernière s'est dégradée, par rapport au 2^{ème} trimestre 2020. Le solde d'opinion des chefs d'entreprises est par ailleurs en hausse par rapport au trimestre précédent, où il était particulièrement négatif (-81). Toutefois, cet indicateur est à interpréter à l'aune du contexte prévalant au 2^{ème} trimestre 2020, à savoir un confinement et une adaptation progressive de l'activité aux nouvelles mesures sanitaires en vigueur. Il semble ainsi logique que le 3^{ème} trimestre 2020, marqué par la reprise de l'activité post-crise, apparaisse comme plus favorable que le 2^{ème} trimestre 2020 aux yeux des professionnels. Par ailleurs, le solde d'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics, bien que positif, reste relativement modeste. Il est à peu de choses près égal à la moyenne de long terme des soldes d'opinion sur l'activité passée.

Les anticipations des chefs d'entreprises pour le 4^{ème} trimestre 2020 sont quant à elles relativement pessimistes : le solde d'opinion des professionnels est négatif et égal à -15. Ainsi, il y a plus de chefs d'entreprises (15% de plus) qui prévoient que leur activité va augmenter au 4^{ème} trimestre 2020 que de chefs d'entreprises qui estiment que cette dernière va diminuer, en Ile-de-France. Les anticipations des chefs d'entreprises concernant leurs futurs effectifs sont également pessimistes. Les soldes d'opinion des professionnels sur les effectifs futurs sont par ailleurs nettement inférieurs à leur moyenne de longue période, à la fois s'agissant des effectifs salariés et des effectifs intérimaires.

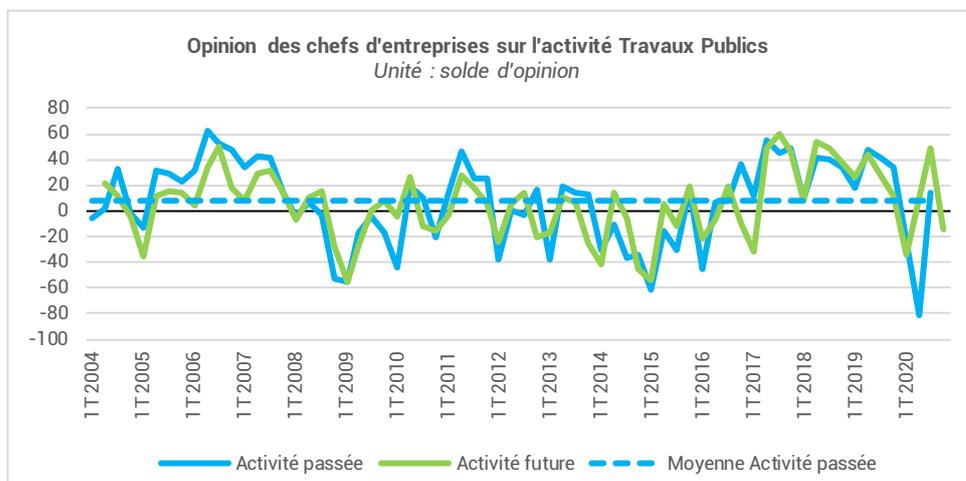
ACTIVITÉ RÉCENTE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

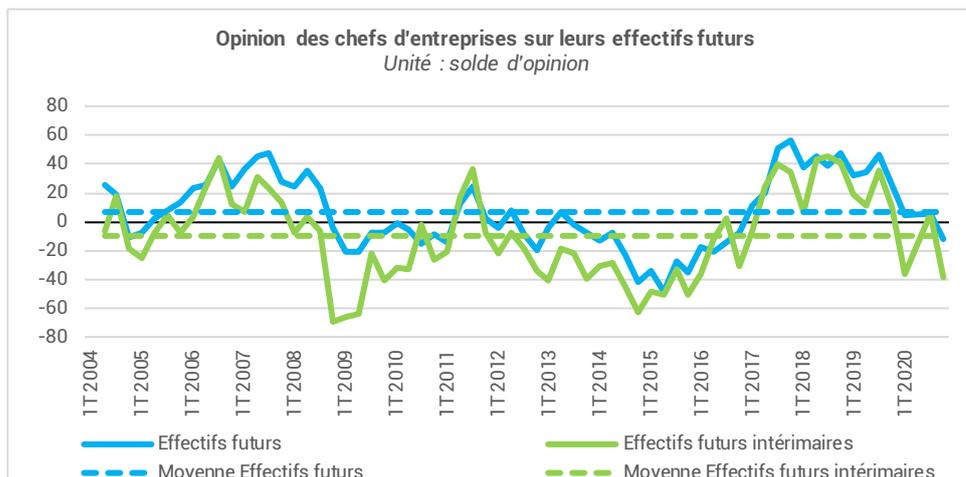
AU 3^{ème} TRIMESTRE 2020

14 ▲

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prévisions d'activité pour le 4 ^{ème} trimestre 2020	-15	▼
Activité récente du 3 ^{ème} trimestre 2020	14	▲



Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».



PRÉVISION D'ACTIVITÉ

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

AU 4^{ème} TRIMESTRE 2020

-15 ▼

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

2 Travaux publics

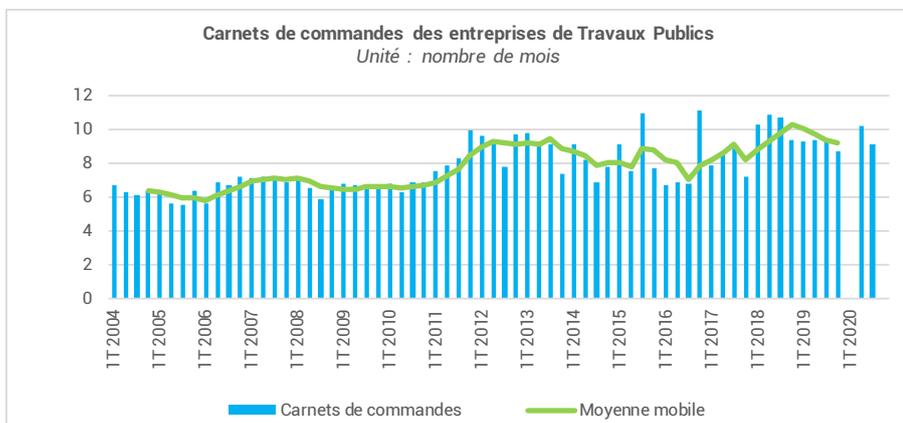
Opinion des chefs d'entreprises

UN 3^{ème} TRIMESTRE MARQUÉ PAR LA STAGNATION DES PRIX ET DES DÉLAIS DE PAIEMENT

Au 3^{ème} trimestre 2020, les indicateurs de santé des entreprises de Travaux Publics connaissent une certaine forme d'inertie. Ainsi, le niveau des carnets de commandes des entreprises, qui est de 9,3 mois en moyenne sur les 4 derniers trimestres au 3^{ème} trimestre 2020 (fin août 2019 – fin septembre 2020), stagne par rapport aux 4 trimestres précédents. Il en est de même pour les délais de paiement. Les soldes d'opinion des entreprises au 3^{ème} trimestre 2020 sont proches de 0 (+2), ce qui implique qu'il y'a quasiment autant d'entreprises qui estiment que leurs délais de paiement ont augmenté (par rapport au trimestre précédent) que de professionnels considérant que ces derniers ont diminué, d'un trimestre sur l'autre. Les prix pratiqués connaissent en revanche une tendance à la baisse, d'après les chefs d'entreprises TP : les soldes d'opinion des professionnels de Travaux Publics sont négatifs et en baisse à la fois pour les prix pratiqués constatés au 3^{ème} trimestre 2020 et en prévisionnel pour les prix anticipés pour le 4^{ème} trimestre 2020.

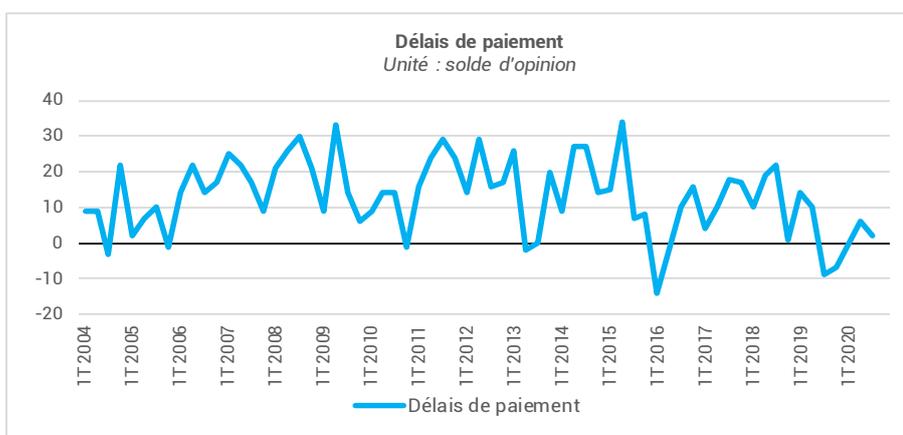
CARNETS DE COMMANDES

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	3 ^º trimestre 2020 - Evol 1 an		
Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres	9,3 mois	0,0 mois	=



DÉLAIS DE PAIEMENT

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	3 ^º trimestre 2020 - Evol 1 trim.	
Délais de paiement	+2	▼



PRIX PRATIQUÉS

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prix pratiqués pour le 4 ^º trimestre 2020	-45	▼
Prix pratiqués au 3 ^º trimestre 2020	-34	▼

CARNETS DE COMMANDES

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 3^º TRIMESTRE 2020

0,0 mois =

DÉLAIS DE PAIEMENT

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 3^º TRIMESTRE 2020

+2 ▼

PRIX PRATIQUÉS

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 3^º TRIMESTRE 2020

-34 ▼

Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

2 Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

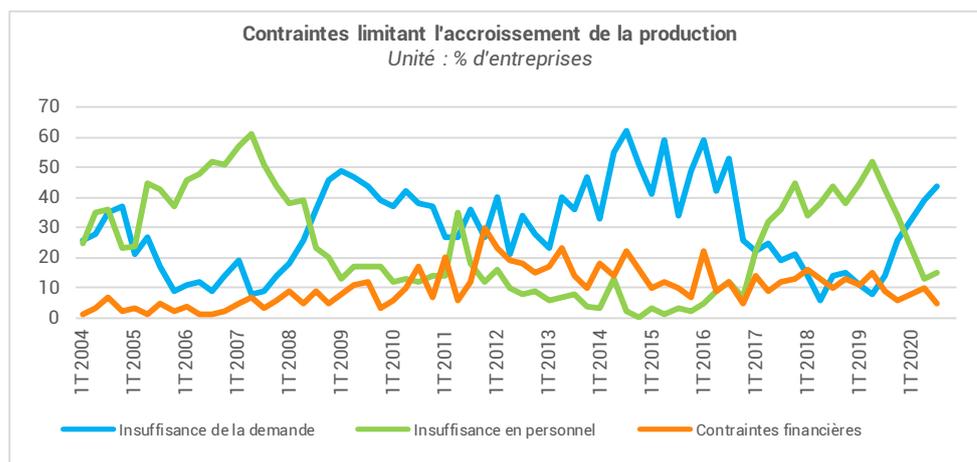
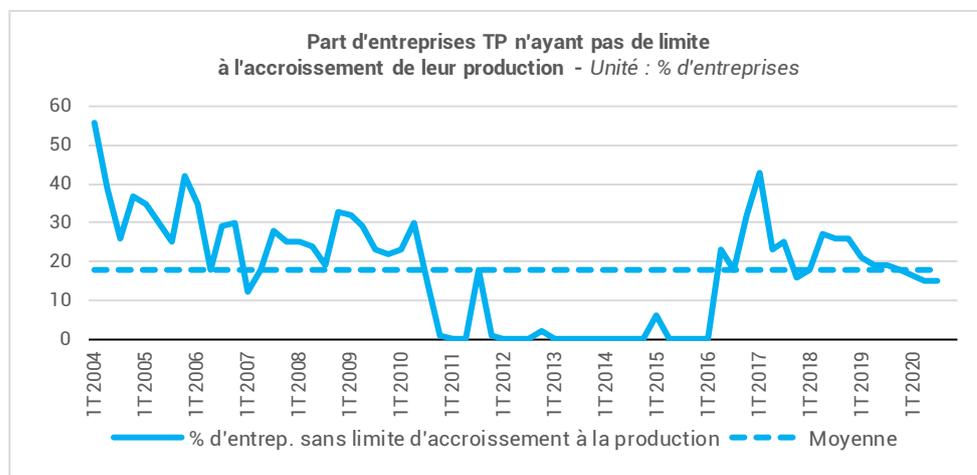
L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE COMME CONTRAINTE DE PRODUCTION

Au 3^{ème} trimestre 2020, les entreprises de Travaux Publics franciliennes sont plus nombreuses à connaître des limites à l'accroissement de leur production qu'à la même période l'année précédente (4^{ème} trimestre 2020).

Les principales contraintes de production constatées par les professionnels sont l'insuffisance de la demande, qui touche 44% des entreprises et les « autres facteurs », qui concernent près de 30% des entreprises, et sont très certainement corrélés aux mesures de préconisations mises en place pour éviter la propagation du virus dans un contexte de crise sanitaire. Par ailleurs, ces deux contraintes sont celles qui connaissent les hausses les plus importantes, avec respectivement +30 points et +17 points par rapport à l'année précédente. En parallèle, les entreprises rencontrent moins de difficultés liées à l'insuffisance en personnel (-28 points) et en matériel (-5 points). Toutefois ces dernières sont naturellement moins prégnantes en cas d'insuffisance de la demande, un tel contexte ayant pour conséquence de moindres besoins en emploi et en matériel.

CONTRAINTES DE PRODUCTION

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	3 ^o trimestre 2020 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	15%	-4 pts	▼
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	44%	+30 pts	▲
Insuffisance en personnel	15%	-28 pts	▼
Contraintes financières	5%	-4 pts	▼
Conditions climatiques	12%	0 pts	=
Insuffisance de matériel	0%	-5 pts	▼
Autres facteurs	29%	+17 pts	▲



Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Production et consommation (BPE / granulats / ciment)

La production de matériaux - Evol 1 an

Production du mois

Production de BPE en septembre 2020	545 956 m3	+2,4%	▲
Prod. de Granulats en septembre 2020	851 kt	-3,0%	▼
Consommation de ciment en mai 2019	242 kt	+16,9%	▲

Production depuis le début de l'année

Production de BPE entre janv. et sept. 2020	3 972 691 m3	-19,6%	▼
Production de Granulats entre janv. et sept. 2020	7 359 kt	-9,1%	▼
Consommation de ciment entre janv. et mai 2019	1 175 kt	+23,5%	▲

PRODUCTION DE BPE

entre janv. et sept. 2020

3 972 691 m3

-19,6% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

PRODUCTION DE GRANULATS

entre janv. et sept. 2020

7 359 kt

-9,1% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

CONSOMMATION DE CIMENT

entre janv. et mai 2019

1 175 kt

+23,5% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

LA PRODUCTION DE MATÉRIEAUX DE CONSTRUCTION EN BAISSÉ SUR LES 3 PREMIERS TRIMESTRES 2020

Entre début janvier 2020 et fin septembre 2020, la production de matériaux de construction connaît un recul important, par rapport à la même période l'année précédente.

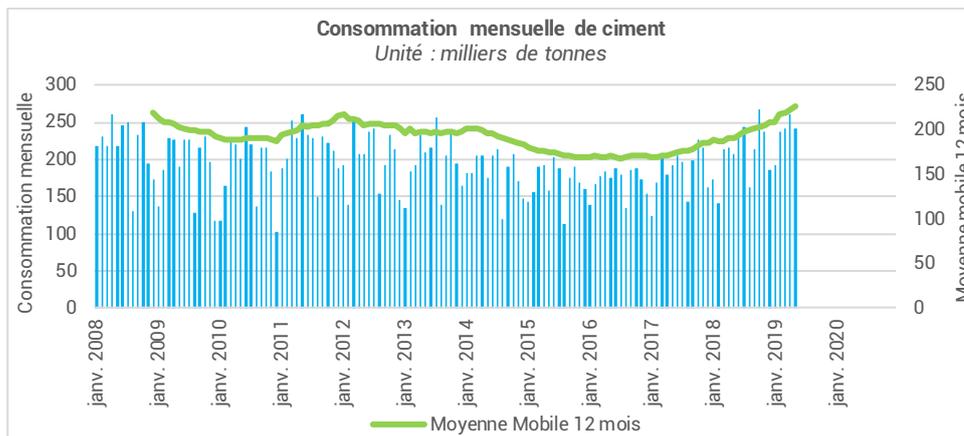
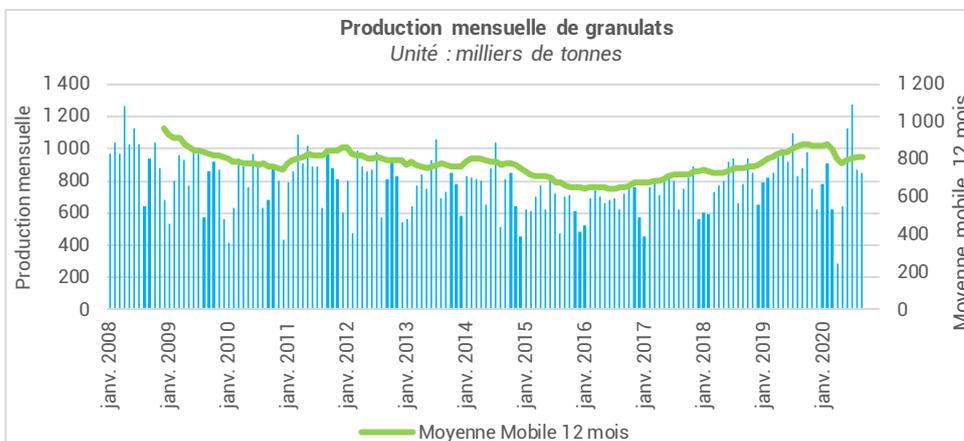
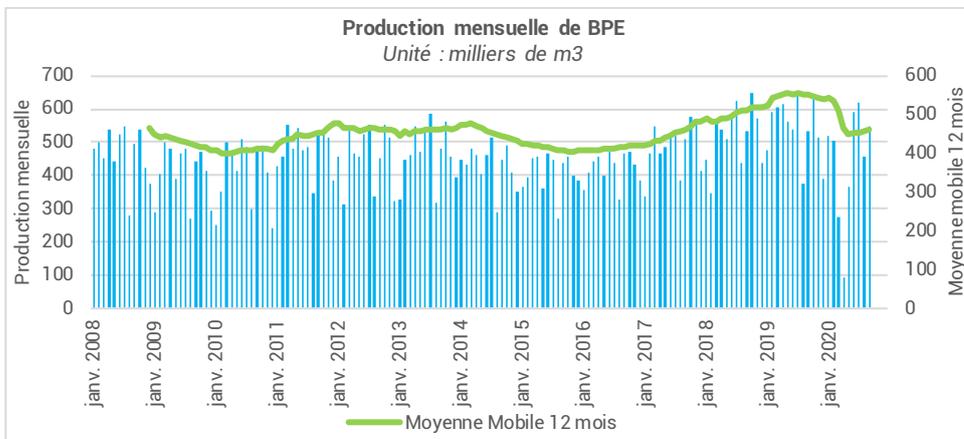
En effet, les productions de BPE et de granulats diminuent respectivement de près de -20% et -10% sur les trois premiers trimestres de 2020. Aussi, moins de 4 millions de m3 de BPE et 7400 kilotonnes de granulats ont été produits en Ile-de-France sur les 9 premiers mois de l'année 2020.

Toutefois, ces chiffres globaux ne permettent pas de mettre en évidence les fluctuations de la production sur l'année en cours. Tandis que les productions de BPE et de granulats enregistrent des chutes drastiques au mois d'avril 2020, elles connaissent également des remontées spectaculaires à l'été 2020.

Les derniers chiffres sur la consommation de ciment ne sont pas disponibles.

Sources :

UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo)

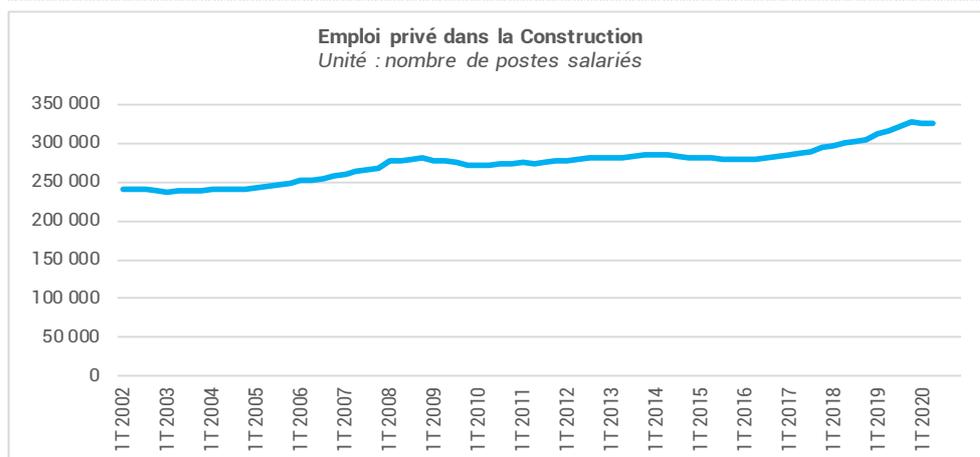


EMPLOI SALARIÉ

L'EMPLOI SALARIÉ EN HAUSSE AU 2^{ème} TRIMESTRE 2020

Malgré la crise sanitaire en cours au 2^{ème} trimestre 2020, l'emploi salarié du secteur de la construction continue de croître entre début avril et fin juin 2020, par rapport à la même période l'année précédente. Avec plus de 326 000 emplois salariés comptabilisés au 2^{ème} trimestre, l'emploi salarié a augmenté de près de 3% au 2^{ème} trimestre 2020 (par rapport au 2^{ème} trimestre 2019), c'est-à-dire au plus fort de la crise de la Covid-19 et du confinement. Cette évolution, moins fortement positive que celle des trimestres précédents, marque toutefois une inflexion dans la dynamique de l'emploi salarié pré-crise.

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2 ^o trimestre 2020 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	326 280 sal.	+2,9%	▲



EMPLOI SALARIÉ

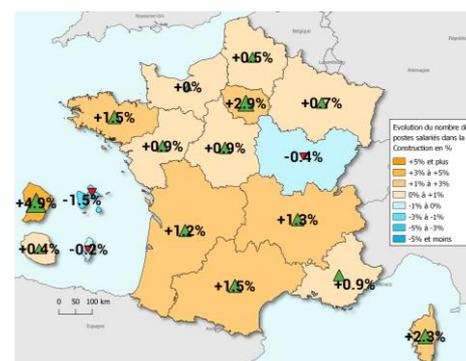
AU 2^o TRIMESTRE 2020

326 280 sal.

+2,9% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Emploi salarié dans la construction au 2^o trimestre 2020
Evolution par rapport au 2^o trimestre 2019



Réalisation : GIE Réseau des CERC

Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)

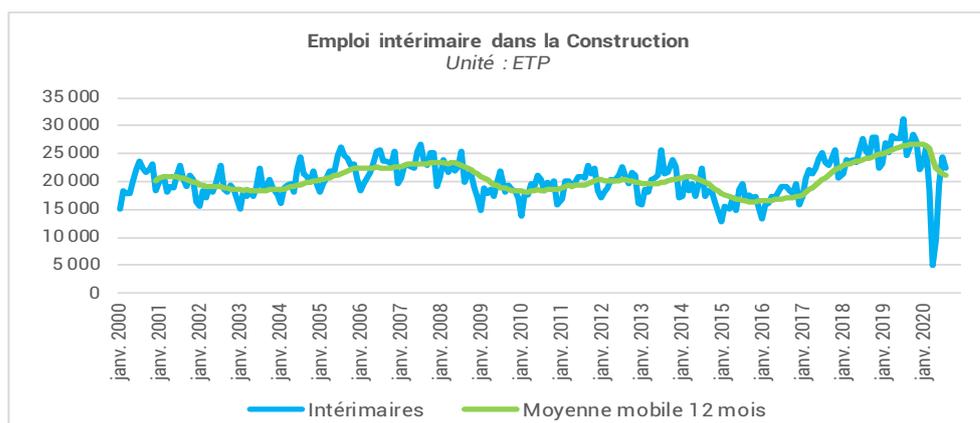
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

EMPLOI INTÉrimAIRE

UNE ÉVOLUTION DE L'EMPLOI INTÉrimAIRE EN DENT DE SCIE EN 2020

L'emploi intérimaire dans la Construction francilienne connaît des évolutions très différentes de l'emploi salarié au cours de l'année 2020. Servant de variable d'ajustement en cas de pics ou de chutes brutales d'activité, cette composante de l'emploi témoigne de variations nettement plus amples que l'emploi salarié. Après une chute brutale de l'emploi intérimaire en début de crise sanitaire, ce dernier a enregistré une hausse conséquente en sortie de crise sanitaire et s'est ensuite stabilisé à un niveau légèrement inférieur à son niveau d'avant crise. Aussi, tandis que le nombre moyen d'intérimaires en ETP dans la Construction chute de plus de 20% sur les 12 derniers mois à fin août 2020, par rapport à la même période l'année précédente (fin juillet 2018 – fin août 2019), il ne diminue que de 8,8% en août 2020 (par rapport à août 2019).

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Août 2020 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Août 2020	22 410 ETP	-8,8%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Août 2020	22 146 ETP	-20,5%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Août 2020	21 086 ETP	-20,3%	▼



INTERIMAIRES CONSTRUCTION

MOYENNE 3 MOIS À FIN AOÛT 2020

22 146 ETP

-20,5% ▼

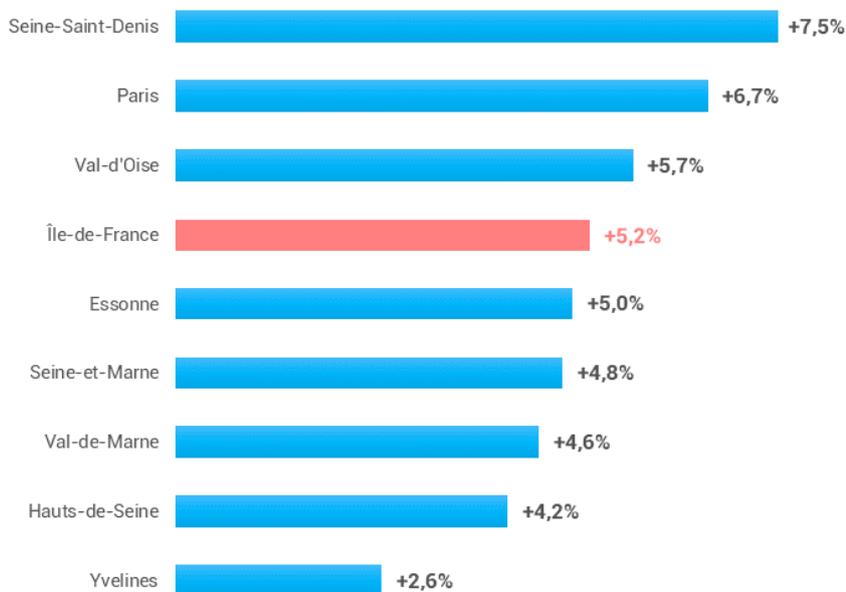
(EVOLUTION 1 AN)

Sources :

DARES (données brutes – ETP)

L'emploi salarié dans les départements moyenne du 3T2019 au 2T2020 / moyenne du 3T2018 au 2T2019

Unité : % d'évolution



L'EMPLOI SALARIÉ FRANCILIEN SOUMIS A DE FAIBLES DISPARITÉS TERRITORIALES

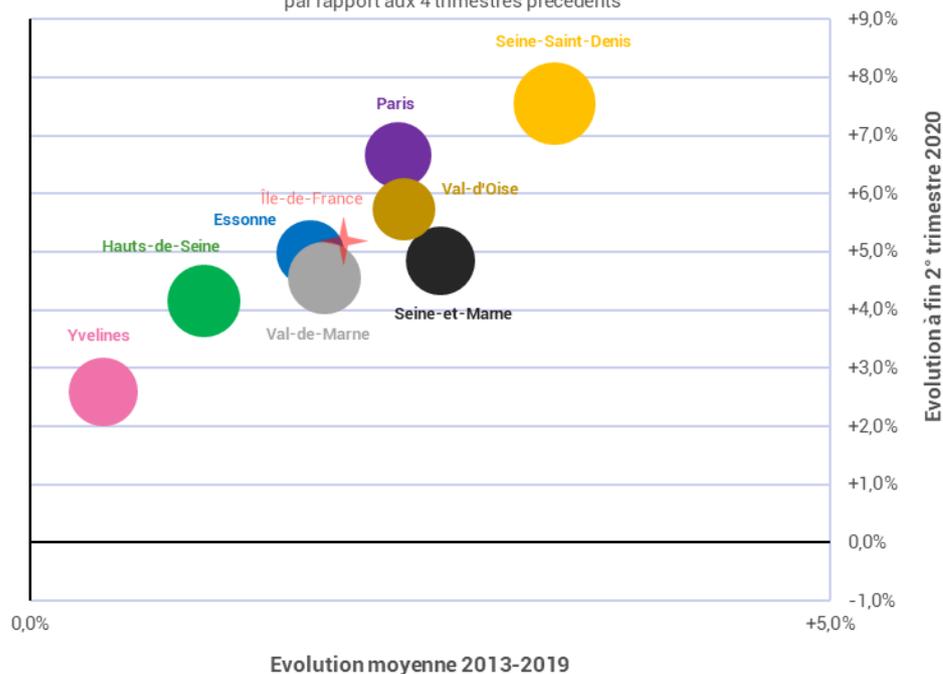
L'emploi salarié francilien a augmenté de +5,2% en moyenne sur la période du 3^{ème} trimestre 2019 au 2^{ème} trimestre 2020, par rapport à la même période l'année précédente (3^{ème} trimestre 2018 au 2^{ème} trimestre 2019). Cette moyenne est représentative de la quasi-totalité des départements de la région Île-de-France, pour lesquels cette moyenne oscille globalement entre +4,2% et +6,7%. Seuls les départements de la Seine-Saint-Denis et des Yvelines témoignent de « valeurs extrêmes ». Ainsi, tandis qu'en Seine-Saint-Denis, la hausse de l'emploi salarié sur la période considérée (du 3^{ème} trimestre 2019 au 2^{ème} trimestre 2020) est particulièrement élevée (+7,5%), cette dernière est relativement plus modeste dans les Yvelines que dans les autres départements franciliens.

Par ailleurs, les faibles disparités territoriales prévalant avant la crise n'ont pas été fondamentalement bouleversées par cette dernière. Au 4^{ème} trimestre, la croissance de l'emploi salarié moyen sur les 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents était de 5,4%, et les départements de la Seine-Saint-Denis (7,7%) et des Yvelines (1,8%) étaient déjà les seuls à témoigner de valeurs relativement éloignées de la moyenne régionale.

Dans ce même ordre d'idée, les évolutions comparées de l'emploi sur courte et longue périodes sont concordantes. Les départements connaissant les plus fortes augmentations moyennes de leurs effectifs salariés sur la période 2013-2019 sont également ceux qui enregistrent les hausses les plus importantes de l'emploi salarié sur les quatre derniers trimestres (par rapport aux quatre trimestres précédents). Ainsi, les Yvelines connaissent la hausse la plus faible de l'emploi salarié en moyenne à la fois sur courte période (3^{ème} trimestre 2018 au 2^{ème} trimestre 2019) et longue période (2013-2019). Réciproquement, la Seine-Saint-Denis enregistre simultanément les augmentations moyennes les plus fortes de son emploi salarié sur courte et longue période.

L'emploi salarié Évolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution de l'effectif moyen des 4 derniers trimestres par rapport aux 4 trimestres précédents



Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

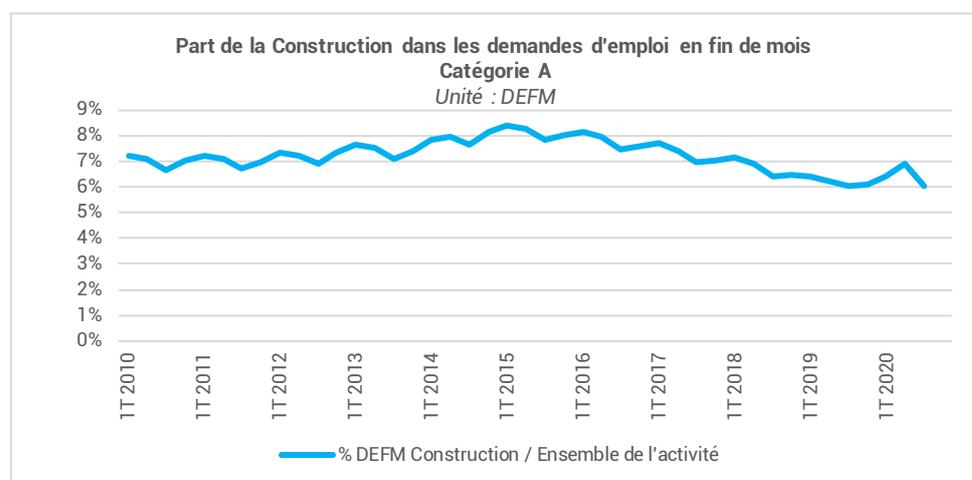
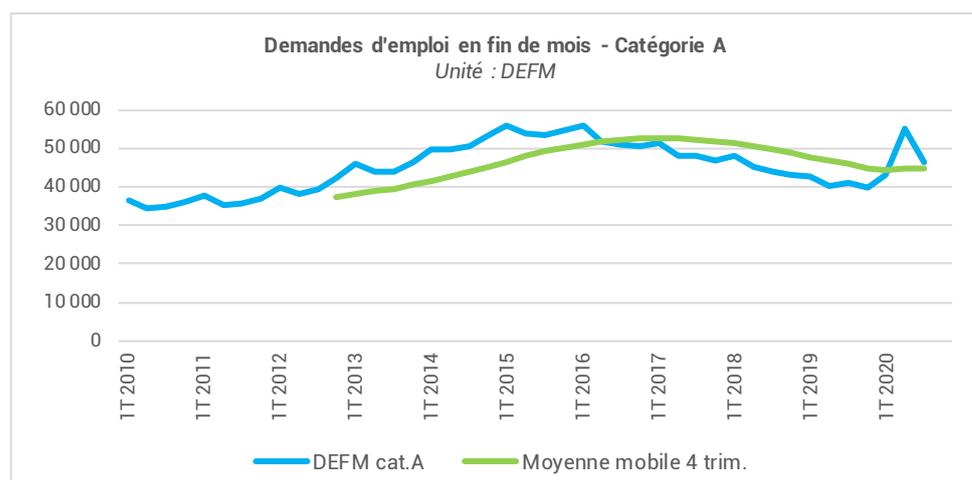
LES DEMANDES D'EMPLOI EN FIN DE MOIS EN HAUSSE AU 3^{ème} TRIMESTRE 2020

En Ile-de-France dans le secteur de la Construction, les demandes d'emploi en fin de mois connaissent une forte augmentation, de l'ordre de +13,0%, au 3^{ème} trimestre 2020 par rapport au 3^{ème} trimestre 2019. Cette évolution est légèrement inférieure à la moyenne tous secteurs économiques confondus (13,8%). On compte désormais 46 576 demandes d'emploi de catégorie A en fin de mois à la fin du 3^{ème} trimestre 2020. La part de la Construction dans les demandes d'emploi en fin de mois tous secteurs économiques confondus est de 6% au 3^{ème} trimestre 2020.

En revanche, le graphique présentant l'historique de cet indicateur permet de mettre en évidence que le nombre de demandes d'emploi en fin de mois a très fortement chuté par rapport au trimestre précédent (-15,3%). En niveau, le nombre de demandes d'emploi en fin de mois à la fin du 3^{ème} trimestre 2020 (46 576 DEFM) reste plus élevé qu'avant la crise sanitaire (39 829 DEFM à la fin du 4^{ème} trimestre 2019).

De la même manière, la part du secteur de la Construction dans les demandes d'emploi en fin de mois connaît une forte hausse au 2^{ème} trimestre 2020, c'est-à-dire au plus fort de la crise sanitaire et du 1^{er} confinement, avant que de diminuer au trimestre suivant (3^{ème} trimestre 2020).

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	3 ^e trimestre 2020 - Evol 1 an		
DEFM Construction	46 576 DEFM	+13,0%	▲
DEFM tous secteurs économiques	774 164 DEFM	+13,8%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=



DEMANDES D'EMPLOI

AU 3^e TRIMESTRE 2020

46 576 DEFM

+13,0% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.

Sources :

Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

4 Appareil de production

Créations et défaillances d'entreprises

FORTE HAUSSE DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES AU 3^{ème} TRIMESTRE 2020

Contrairement au trimestre précédent, le 3^{ème} trimestre 2020 est marqué par une très forte augmentation des créations d'entreprises dans le secteur francilien de la Construction par rapport à l'année précédente (3^{ème} trimestre 2019). Avec près de 4 400 créations d'entreprises de la Construction en Ile-de-France au 3^{ème} trimestre 2020, ces dernières ont augmenté de plus de 20% par rapport au 3^{ème} trimestre 2019. En niveau, le nombre d'entreprises créées ce trimestre est supérieur à la moyenne de long terme.

Toutefois, cumulées sur ces 12 derniers mois (fin septembre 2019 – fin octobre 2020), les créations d'entreprises de la Construction ont relativement stagné. Moins de 16 000 entreprises ont été créées entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020, soit seulement +1,2% de plus que l'année précédente à la même période (fin septembre 2018 – fin octobre 2019). Pour rappel, ce chiffre était de +18,3% avant la crise sanitaire (augmentation des créations d'entreprises cumulées sur les 4 trimestres de l'année 2019). Ainsi, le rebond dans la création d'entreprises enregistré au 3^{ème} trimestre a néanmoins permis de compenser, en nombre, la diminution des créations d'entreprises du trimestre précédent (2^{ème} trimestre 2020).

CREATIONS D'ENTREPRISES

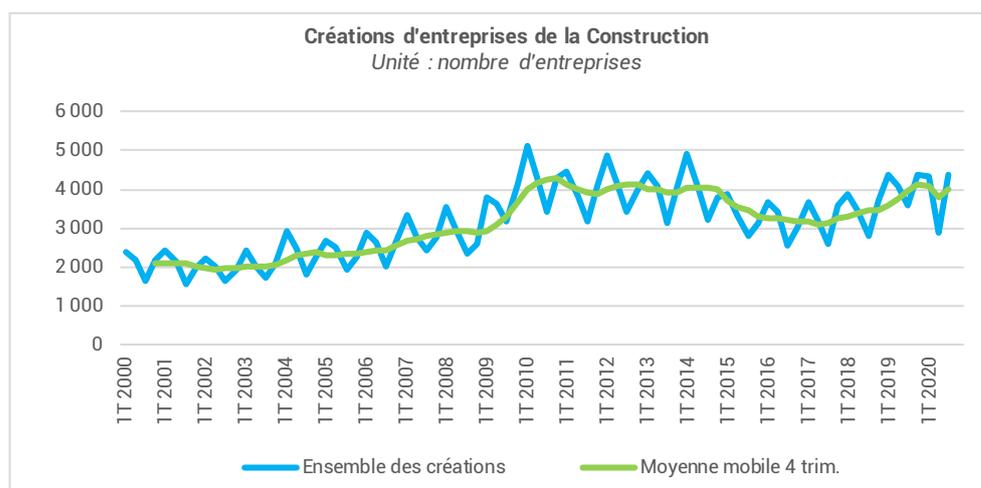
AU 3[°] TRIMESTRE 2020

4 379 créations

+21,9% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	3 [°] trimestre 2020 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	4 379 créations	+21,9%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	15 972 créations	+1,2%	▲



Sources : INSEE (données brutes)

4 Appareil de production

Créations et défaillances d'entreprises

RECUL DU NOMBRE D'ENTREPRISES DÉFAILLANTES AU 3^{ème} TRIMESTRE 2020

Au 3^{ème} trimestre 2020 en Ile-de-France, les défaillances d'entreprises sont en très net recul. Le nombre d'entreprises défaillantes a diminué de -42,3% ce trimestre (par rapport au 3^{ème} trimestre de l'année 2019) et de -37,5% sur les quatre derniers trimestres, à savoir du 4^{ème} trimestre 2019 au 3^{ème} trimestre 2020 (par rapport aux quatre trimestres précédents). Au total, on comptabilise 269 défaillances d'entreprises en ce 3^{ème} trimestre 2020 et 1 850 entreprises défaillantes sur les 12 derniers mois.

Par ailleurs, les effectifs salariés des entreprises défaillantes sont également en très forte baisse, à la fois au 3^{ème} trimestre 2020 (-67% pour 432 salariés) et sur la période du 4^{ème} trimestre 2019 au 3^{ème} trimestre 2020 (-42% pour 4 884 salariés). Les chiffres du 3^{ème} trimestre 2020 sont très largement inférieurs à la moyenne de long terme.

La chute des effectifs salariés des entreprises défaillantes étant, en proportion, plus importante encore que la diminution du nombre de défaillances, ce phénomène laisse présager que les entreprises défaillantes sont de plus petite taille qu'à l'accoutumée. Les entreprises qui font défaut sont en effet, pour la grande majorité, des entreprises de moins de 5 salariés.

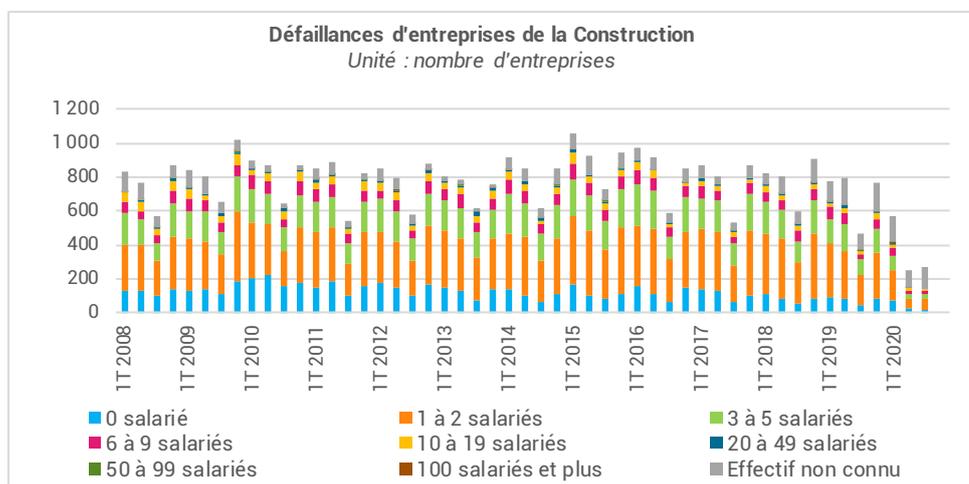
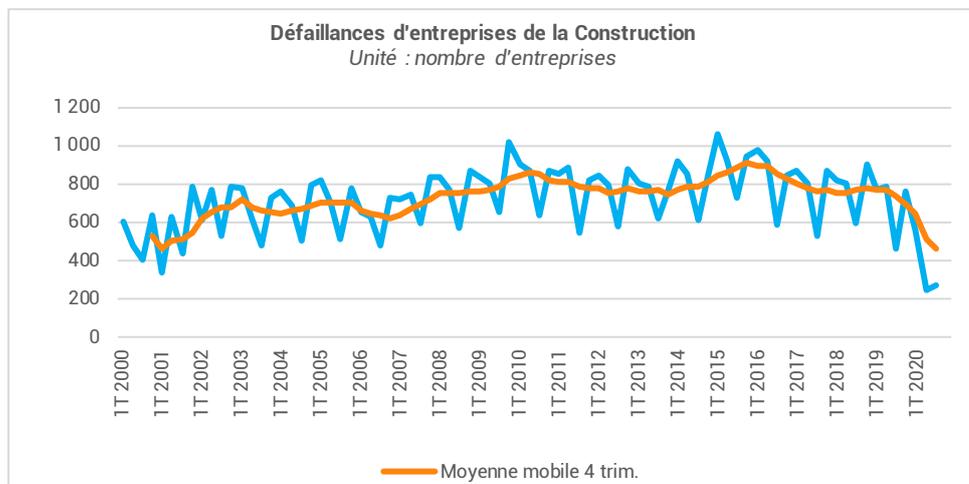
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP. AU 3^{ème} TRIMESTRE 2020

269 défaillances

-42,3% ▼
(EVOLUTION 1 AN)

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	3 ^{ème} trimestre 2020 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	269 défaillances	-42,3%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 850 défaillances	-37,0%	▼
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	432 salariés	-67,0%	▼
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	4 884 salariés	-42,0%	▼

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sources :
Banque de France (données brutes)

Pour en savoir plus... | Conjuncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjuncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

www.cerc-actu.com

Avec le concours | Des Membres de la CERC



Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



Coordonnées | CERC Ile-de-France

CELLULE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DE LA CONSTRUCTION

21 rue Miollis – 75 015 - Paris

tél. : 06-47-43-73-86 | e-mail : fiona.danglard.cerc@gmail.com

Site internet : <https://cercidf.fr/>